



# Sarh TRIBUNE

Bulletin Régional d'Éducation pour un Développement Intégré  
N° 008 du 13 au 27 septembre 2004

«On peut tromper tout le peuple une partie du temps, on peut tromper une partie du peuple tout le temps mais nul ne peut tromper tout le peuple tout le temps »

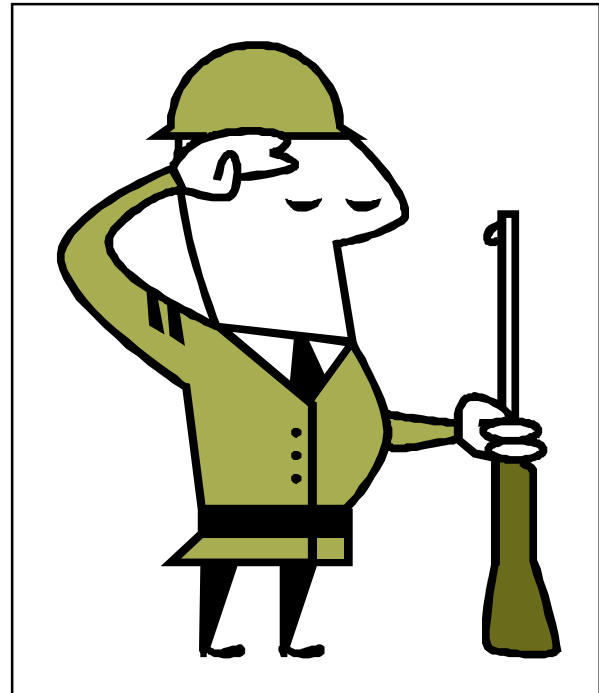
Abraham Lincoln,  
ancien Président  
des U.S.A.

## Éditorial

### L'amateurisme de nos commissaires

Confier des postes de responsabilité à des hommes sans aucune compétence requise est devenu une règle normale au Tchad. Et le pouvoir de Déby, en faisant de cela une manière d'aider son clan, ignore peut-être que c'est un facteur de désordre administratif et social. Le Tchadien vit actuellement sous l'oppression des commandants de brigade et des commissaires qui, par incompétences professionnelles, arrêtent arbitrairement les citoyens. Oui ! Ce qui s'est passé à l'hôpital régional de Sarh en août dernier est de l'amateurisme criard de nos hommes en tenue qui se disent commissaires et commandants. Ceci est un énième acte arbitraire que ces intouchables posent sans scrupule sur la population. La presse en a tant décrié. Mais, « le chien aboie, la caravane passe » est le slogan de ces « hom-mes ». Leur violon d'Ingres, c'est arnaquer, arrêter et torturer injustement. En plus, c'est jouer à la carte sous les Neems et manguiers. Ils n'ont aucune notion sur la mission qui leur est confiée. Ainsi, au lieu d'être des vecteurs de la paix sociale, ils sont, a fortiori, facteurs de trouble et d'insécurité dans les villes et campagnes. Et ils le font à cœur joie parce que le régime de Déby promet à la mangeoire des semi-lettrés recrutés en grande partie dans les cours des sultans et notables du clan zaghawa, et surtout dans les rues après un temps miséreux de vente de thé et de cola. Conséquences : nos incompetents commandants et commissaires sont nommés à ces « postes juteux » pour accéder à la mangeoire. Ils ne pensent rien qu'à l'argent. A part ça, ils sont là à titre honorifique. L'exemple le plus édifiant est celui d'un commandant des opérations militaires que l'on a rencontré dans l'une des villes du Tchad. Celui-ci qui se faisait si cher ne parle ni arabe ni français. Il a alors deux traducteurs : français-arabe dialectal (un Sudiste) et arabe-zaghawa (un Zaghawa). C'est donc le Sudiste qui lit tous les papiers écrits en français puis les explique en arabe dialectal au deuxième traducteur qui les interprète à son tour en Zaghawa. Mais, tenez-vous bien, ce commandant ne vise que les dossiers contenant de sous. On est au Tchad n'est ce pas ?

**LA REDACTION**



### Dans ce numéro :

#### POLITIQUE/ FAITS DE SOCIÉTÉ

- Un chef de village assoiffé des études

#### DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

- Coopec de Sarh : salaire médiocre
- Un marché mal conclu

#### EVENEMENT

- Une ambiance sans pareille à l'ENI de Sarh
  - Pas de normalien piéton
  - Un étudiant différent des autres

## FAITS DE SOCIÉTÉ ET POLITIQUE

### Un chef de village assoiffé d' études

*A l'école normale des instituteurs de Sarh, il y a parmi les étudiants un chef de village. Que cherche cet homme qui selon les uns et les autres, devait en principe diriger ses sujets ? Portrait de ce chef de village reconverti en étudiant.*

« J'ai toujours dit aux autorités et à la population de mon village que j'ambitionne faire les études supérieures ». C'est sur ce ton ferme que M. Nouba-Adoumngaye Yamtourbaye, le chef de village de Manda II dans le canton Koumogo, actuellement étudiant à l'école normale des instituteurs de Sarh, a montré son amour pour les études au détriment de la chefferie qu'on lui a confié. Installé sur le trône le 1<sup>er</sup> avril 2004, ce jeune de 26 révolus, a hérité ce pouvoir de son père décédé en 2002.

Quatrième fils après trois filles, Nouba-Adoumbaye, aîné de tous les fils d'une famille de 30 enfants n'est pas tout à fait d'accord de son installation comme chef à la tête de ce village. « Je n'ai pas adressé une demande quelconque pour être aujourd'hui chef. Et cela ne relève pas de ma foi, j'ai obéi simplement aux autorités du Barh kôh et à la population qui m'ont sollicité » a déclaré sans ambages ce jeune ayant obtenu son baccalauréat en 2000 et qui a tenté en vain de s'inscrire à l'université de N'Djaména. A l'en croire, même ses trois sœurs aînées sinon toute sa famille n'était pas d'avis qu'il soit chef de ce village parce que son défunt père avait trop de problèmes avec la population en son temps. Court de taille, robuste avec une bedaine, le fils du canton Koumogo remarque que les leçons qu'il a eu à tirer du vivant de son père, lui ont montré qu'il n'y a aucun intérêt dans la chefferie traditionnelle. « Tous les biens de mon père servaient à recevoir les étrangers qui viennent dans le village. Mon père utilisait ses biens au profit de la population et des étrangers et non de ses enfants » observe l'assoiffé d'études.

Marié fraîchement et sans enfant, le guide de Manda II ajoute qu'être chef de village est sans intérêt en ce sens que les chefs de village n'ont pas de salaires. Pourtant leurs collègues(chefs de canton) sont payés. « être chef de village, c'est dépenser inutilement » constate amèrement le futur enseignant.

Toutefois, l'homme au teint noir avec un visage balafre estime que les autorités et la population de Manda II lui ont placé leur confiance et qu'il a commencé dès son installation à montrer de quoi il est capable. « J'ai consulté toute la population pour savoir ses aspirations et pour le moment, ma gestion est différente de celle de mon feu père. Par des assemblées générales, j'ai mis fin aux querelles et conflits entre les habitants du village. J'ai réglé, un petit peu, le problème de quatre millions de dette de la CotonTchad sur les paysans de Manda II.

La société n'a qu'un million et quelque de dette sur ma population pour le moment.

Le village est à mon sens sur les bons rails » à laissé entrevoir le chef Nouba-Adoumngaye avant d'ajouter que si Dieu lui prête longue vie, il fera de son mieux pour l'épanouissement du village rempli majoritairement de jeunes(90%) gens.

A la question de savoir s'il refusera d'aller servir ailleurs au cas où il serait intégré et affecté en vue d'assurer sa fonction de chef. Le jeune chef, visiblement embarrassé dit qu'il souhaite après son intégration, servir dans une autre localité que son village. « Moi, je sollicite qu'après mon intégration je sois affecté ailleurs et non dans mon village. Mais, de l'avis de mes chefs hiérarchiques(chef de canton, sous-préfet et autres), je dois être maintenu au village pour pouvoir le diriger » déclare le jeune qui est convaincu que même à distance, il peut apporter sa contribution pour le développement de Manda II.



Indéterminé pour le moment, le chef de village devenu étudiant avoue qu'il risque de faire la volonté des autorités et de sa population afin de mieux gérer son village du fait que s'il lâche cette chefferie, ce sera le déclin sans précédent.

Le défi de ce jeune intellectuel très posé, c'est transformer la mentalité de sa population et promouvoir le développement du village. Mais, pour atteindre ses objectifs, le prototype chef de village fait un clin d'œil aux ONG qui oeuvrent pour le développement rural.

# DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ENVIRONNEMENT

## Coopec de Sarh : salaire médiocre

Les agents de la coopérative d'épargne et de crédit de Sarh gémissent pour cause de mauvais traitement. « Au nom du bénévolat, nous sommes mal traités. Nous travaillons sans frais de déplacement ni médicaux pour gagner ensuite un salaire de misère. C'est un sacrifice pure et simple que nous faisons ici » s'est indigné le gérant de la Coopec M. Ngarnaïbi Gilbert Ndeymian. « Je ne suis pas du tout satisfaite de mon salaire. Entant que caissière, l'argent que je gagne est très minime. Je compte chaque jour de l'argent comme tout autre caissière mais je n'ai ni cache-nez, ni le lait. Au fait, je suis exposée aux maladies dans mes conditions de travail. Mes heures supplémentaires ne sont pas reconnues pourtant je travaille jusqu'à tard dans la soirée. Et à chaque fois que je porte mes revendications aux responsables, on me dit que c'est du bénévolat » a renforcé la caissière du Coopec.



25000 et 16000 f cfa respectif. Enregistrés à la CNPS en octobre 2001, ce « salaire » est légèrement augmenté à 30000 et 25000f cfa brute. Janvier 2002, les bénévoles ont à peut près 34 et 28 000f cfa. Entre temps, un agent de crédit a été recruté avec 17000f cfa comme salaire brute. Maintenant le salaire maximum et minimal oscille entre 53 et 37000f cfa.

Les agents de la Coopec estiment que leur salaire ne leur permet pas de nourrir leur famille. Chaque agent est en train de préparer sa stratégie de revendication et de départ. « J'attends la suite de mes papiers déposés à la commission bancaire avant de réagir » a déclaré le gérant avant de remarquer que « même dans un service religieux, on a besoin de s'épanouir ». « Nous travaillons de 7h à 18 quelque fois et quand nous revendiquons un salaire conséquent, on nous dit que c'est un service religieux et qu'il faut servir les autres » a grommelé le gérant Gilbert.

## Un marché mal conclu

Le jeudi 2 septembre dernier, le personnel de la mairie de Sarh a assisté aux joutes oratoires entre le maire de la ville de Sarh et le commissaire de la surveillance du territoire(ST).

A l'origine, un marché de véhicule de marque tout terrain proposé par le commissaire au maire, a été mal conclu. Ce jeudi 2 septembre, à 12h 7mn, le commissaire qui attendait en vain la suite de sa proposition, décide d'aller voir le maire dans son

bureau pour lui rappeler, s'il a oublié, l'affaire juteuse dans laquelle il (le maire) aura un million de francs cfa. car le commissaire veut livrer son Tout Terrain à la mairie, à 6 millions de francs cfa. C'est dire que si le marché se réalise, le commissaire a 5 millions et le maire un million. L'entretien entre les deux autorités a tourné au vinaigre et elles se sont vilipendées à telle enseigne que le maire, autorité civile, a senti sa vie en danger devant le commissaire qui est une autorité militaire.

Après cet incident malheureux, le secrétaire général du Barh-kôh M. Madi Nayalta et celui de la région du Moyen Chari M. Baroungar Bernard, ont convoqué le 6 septembre, les deux responsables en conflit. Ils se sont faits écouter et le commissaire de la ST, ayant pris la parole le premier a demandé des excuses au maire qui les a acceptées aussitôt. « Je te demande pardon si ce que j'ai fait ne t'a pas plu » a dit au maire le commissaire. « Je ne suis pas de ceux qui gardent encore rancunes aux autres après le pardon » a répondu le maire. Les deux autorités se sont même serré les mains.



En effet, les agents de cette coopérative ont commencé le travail depuis le 30 octobre 2000, date de la création de cette boîte des volontaires religieux. Ils ont exercé pendant un mois sans sous. A partir du deuxième mois, ils avaient 500 f cfa par jour ouvrable pour le thé et ce, pendant cinq mois. D'où six mois déjà de bénévolat. Après cela, ils ont 1000f cfa par jour ouvrable pour le savon pendant trois mois. Puis, en juillet 2001, les volontaires de la coopératives recevaient un forfait appelé salaire dépassant nullement

## EVENEMENT

### Une ambiance sans pareille à l'ENI de Sarh

*Vers la fin de la semaine du 6 au 11 septembre 2004, il a plu 4,5mm après cinq mois de sécheresse à l'école normale d'instituteurs. Choses vues et entendues.*

Le jeudi 9 septembre, pendant que je saisis un article journal sur l'ordinateur au Crefeld, je vois à travers la fenêtre, un ami venir à toute allure sur son vélo. Il s'arrête net et m'appelle pour m'annoncer qu'il pleut à l'ENI. Une pluie spéciale pour l'ENI alors ? Ayant vent de la nouvelle bien avant lui, je lui demande sans battement de cœur d'aller canaliser l'eau et que je le relèverai moi, le lendemain quand il sera fatigué. Quelques minutes après lui, je vois encore passer un autre étudiant tout en sueur, je l'intercepte et lui demande la cause de sa forte transpiration. Il me dit avec une voie vacillante que les étudiants sont appelés au trésor. A peine trente minutes plus tard, je le vois revenir. Il sort de sa poche 125000f cfa qu'il me montre dans un état de joie folle. Les Bourses sont tombées ! quatre mois de bourse d'étude et 25000 de bourse d'équipement.

J'arrive sur les lieux une heure du temps après les deux nouvelles. Au guichet, j'observe des mains qui tremblent en comptant l'argent. J'observe aussi une lueur de plaisir sur les visages extenués depuis des semaines. Les bourses empochées, beaucoup de normaliens prennent la direction du grand marché de Sarh. « Il ne sert à rien d'aller encore à la maison, je vais carrément au marché » disent certains.

Le vendredi 10, c'est une joie folle pour certains qui ont déjà leurs bourses et une envie terrible d'aller vite au trésor gagner de l'or, pour les autres. Les cours sont perturbés, tellement ces derniers n'arrivent pas à se contenir pour suivre les enseignements. Les étudiants qui ne se sont pas encore fait confectionner des cartes d'identité scolaires bousculent chefs de classe et directeur afin d'aller au guichet. Malgré qu'il pleut ce vendredi, les boursiers abandonnent cahiers, cartables et sacs pour sortir sous la pluie. On entend de partout : « je ne suis pas le sucre ni la farine qui se gâtent au contact de l'eau. Je vais partir même s'il pleut ». Et l'on s'échange habits et chaussures imperméables pour aller au trésor. Là, un étudiant, après avoir perçu sa bourse, saute sa bicyclette et colle quelques billets à son front. Sur le chemin, celui-ci crie joie à tous ceux qu'il rencontre en route. Une étudiante avec qui il a pris de l'argent en crédit, le poursuit et l'arrache 25000f cfa sur les 125000f. L'irrésistible boursier boit de la bière pendant toute la journée du vendredi où il a loué une moto clando. Le samedi matin, l'étudiant brave les séquelles du vendredi et prend une occasion, direction Koumra, ville dans laquelle il a passé le concours avant d'être orienté à Sarh. Un autre normalien, qui n'a pas une chambre personnelle, côtoie les autres pour leur demander le prix d'une chambre dans une auberge. Non satisfait du faible prix d'une chambre dans une auberge, ce dernier décide de choisir l'hôtel des chasses pour montrer sa capacité boursière. Les étudiants éternels- buveurs de « Djala et bili-bili » ont juré ce jour que qua-

tre jours durant, ils n'avaleront pas une seule gorgée de ces deux boissons. Aux trois derniers jours de la semaine de paye, certains normaliens ont abandonné les classes. Sur les vélos de marque Hero qu'ils viennent d'acheter, ils traînent de bistrot en bistrot oubliant les moments difficiles qu'ils ont passé il y a quelques mois. « Voici le vélo que je viens d'acheter avec une partie de ma bourse. Le reste, je vais me réjouir avec. J'irai au cours le lundi 13 et Mardi 14 septembre. Je décrète les quatre jours pour « laver » ma tête » a laissé entendre un étudiant rencontré bouche béante au quartier 15 ans.

Le samedi 11 septembre, les tables bancs étaient en grande partie vide. « Les séquelles de la belle vie du vendredi ont empêché certains normaliens de venir au cours » supposent les présents dans la salle.

Le lundi, cinquième jours après la bourse, c'est des gémissements que l'on entend à l'école. Certains disent qu'il ne reste que quinze, dix, cinq mille francs seulement dans leur poche. D'autres affirment même qu'ils n'ont rien sur eux. « Les bons ont tout pris » regrettent ceux-ci.

### Pas de normalien piéton

Ce lundi, dans la cour de l'école, le nombre des vélos neufs observés est impressionnant. Même s'il y a des sans-vélo, leur nombre se compte sur les doigts d'une main. « C'est le premier des besoins que j'ai résolu avec ma bourse » avoue un étudiant piéton depuis le début de l'année.

### Un étudiant différent des autres

« L'empereur », le normalien qui a bouffé l'image de sa bourse jusqu'à 82000f cfa, est le dernier à palpé sa bourse ce lundi 13 septembre à 10 h. En effet, le vendredi, quand l'empereur a vu les bourses de ces collègues, il s'est pointé au guichet sans carte d'identité scolaire ni nationale pour gagner lui aussi. Le payeur lui exige de présenter l'une des deux cartes. N'ayant aucune pièce, Empereur repart à l'ENI pour pouvoir, à la minute, se faire établir par la direction, une carte d'identité scolaire. Mais hélas, il se bute à un autre problème. Car, le normalien n'a pas des photos d'identité, il faut d'abord les faire. Il s'est fait filmer le week-end et c'est le lundi qu'il a touché à sa bourse comme les autres.

**SARH TRIBUNE  
ECHOS DE LA VILLE  
VERTE**

**Equipe de Rédaction**

**Rédacteur en Chef**

Allako-as Mandibaye

**Secrétaire de rédaction**

Askelal K.S. Isabelle

**Membres de Rédaction :**

Takadji Edouard

Naissem Élysée Doumtoingar

**Publié au SAVE de Sarh  
save@intnet.td**